



Emploi et population active entre 2006 et 2011

Des dynamiques plus fortes dans l'aire urbaine rennaise d'abord, et dans les espaces littoraux ensuite

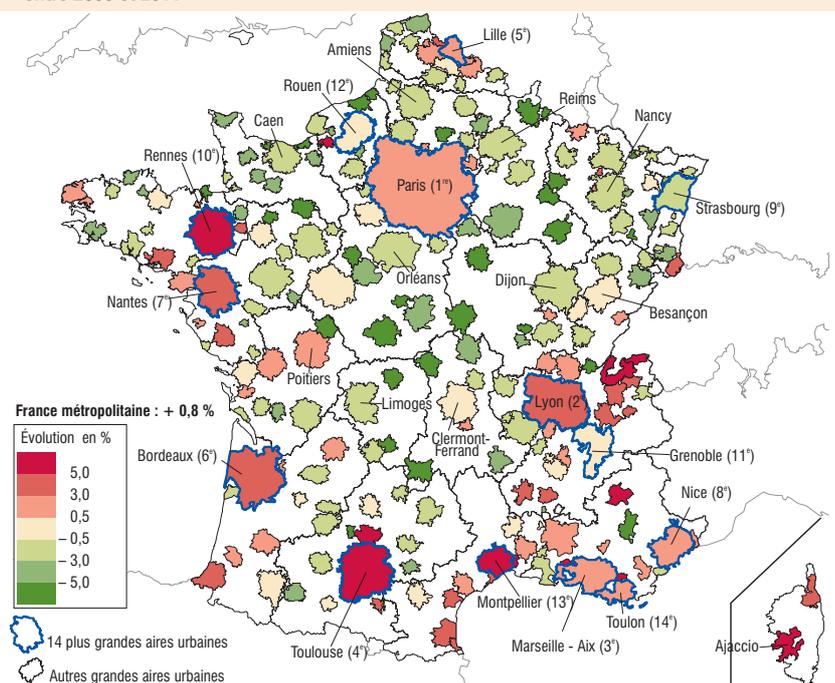
Entre 2006 et 2011, dans un contexte de vieillissement de la population active, Rennes a continué, à l'instar des douze autres grandes aires urbaines de province, à attirer une population active relativement jeune ainsi que des emplois. Ailleurs, d'une part, l'emploi a globalement résisté sur le littoral tandis que l'intérieur des terres connaissait une situation plus difficile. D'autre part, les dynamiques de population active ont pu différer de celle de l'emploi en raison de la périurbanisation qui allonge les déplacements domicile-travail. Au cours de cette période, les aires urbaines ont, quelle que soit leur taille, en commun l'augmentation du chômage et une part accrue des cadres dans leur composition sociale.

Laurent Auzet, Robert Granger (Insee)

Entre 2006 et 2011, les territoires ont été affectés de manière inégale par la crise et les dynamiques démographiques. Alors que le nord, le nord-est et le centre de la France ont été plus fortement touchés, la Bretagne a connu, sur cette période, des évolutions supérieures à la moyenne des régions françaises, tant en termes de population (+ 4 % contre + 2,7 %), que de population active (+ 4,6 % contre + 3,5 %) ou d'emplois (+ 2,9 % contre + 1,9 %).

Sur le plan démographique, au cours de cette période, la région est donc restée plus attractive qu'en moyenne nationale. Toutefois, le décalage entre la croissance de la population active et celle de l'emploi, un peu plus prononcé en Bretagne, entraîne une augmentation du nombre de chômeurs plus forte dans la région qu'en métropole (+ 20 % contre + 14 %).

1 Évolution de la population active des 25 à 54 ans dans les grandes aires urbaines entre 2006 et 2011



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Une croissance de la population active essentiellement portée par les seniors

Les 25-54 ans forment « le noyau dur » de la population active. Sur cette tranche d'âge, la population active bretonne a augmenté de 1,9 % contre 0,8 % dans la moyenne des régions. En Bretagne, la population totale des 25-54 ans, actifs ou non, n'a progressé que de 0,4 % sur cette période malgré l'attractivité migratoire de la région. Le remplacement des baby-boomers par des générations moins nombreuses a fortement contenu cette hausse. A contrario, la progression des taux d'activité, notamment féminins, déjà élevés en Bretagne, a permis, sur cette tranche d'âge, une hausse de la population active supérieure à celle de la population totale. Dans ce contexte, ce sont donc les seniors qui ont fortement contribué à l'augmentation de la population active bretonne (+ 4,6 % toutes tranches d'âge confondues). Chez les 55-64 ans, la population totale a progressé de 20 % sur cette période tandis que la population active augmentait de 32 %, notamment sous l'effet de l'allongement de l'âge des départs en retraite.

Au sein des différents types d'espace, les contrastes sont parfois plus prononcés qu'entre les régions. Attractives, les très grandes aires urbaines ont ainsi enregistré les progressions de population active les plus fortes. La présence sur leur territoire de secteurs d'activité moins exposés aux difficultés économiques et une plus forte qualification des emplois ont permis à ces espaces de mieux résister à la crise, renforçant ainsi le phénomène de métropolisation. Les 14 très grandes aires urbaines françaises, dont Rennes fait partie, ont ainsi capté plus de 80 % de l'augmentation de l'emploi

sur cette période (dont 30 % pour la seule grande aire urbaine parisienne).

Rennes : une métropole qui se développe

Rennes se place en 10^e position des plus grandes aires urbaines françaises. À l'image des autres métropoles apparaissant comme dynamiques (*figure 1*), le tissu productif rennais se caractérise par un poids plus faible de l'industrie, où l'emploi diminue, et par la progression de l'emploi tertiaire. L'emploi industriel y a régressé au même rythme que celui de l'ensemble des treize grandes aires urbaines de province (- 8,7 %). Dans le même temps, le tertiaire marchand, légèrement sous représenté, y a progressé plus vite (+ 10,6 % contre + 7,2 %). La structure des emplois rennais s'est ainsi rapprochée de celle des autres très grandes aires urbaines. Au total, l'emploi a augmenté de 5,6 % à Rennes, plus fortement que pour la moyenne des très grandes aires urbaines (4,7 %) et l'ensemble France métropolitaine (+ 1,9 %) (*figure 2*). Pour Rennes, cette progression de l'emploi s'est accompagnée d'une forte augmentation de la population active (*figure 4*), quelle que soit la tranche d'âge. En particulier, le nombre d'actifs de 15 à 24 ans y a progressé de 6,5 % et celui des 25-54 ans de 5,1 % contre respectivement 4,6 % et 2,6 % dans les plus grandes aires urbaines de province. Dans cette dernière tranche d'âge, ces évolutions s'accompagnent d'une mutation sociale. La proportion de cadres augmente de 1,9 point pour atteindre 20 % de la population active, alors que celles des employés (25 %) et des ouvriers (20,4 %) diminuent.

Comme pour l'ensemble de la Bretagne, le décalage entre la progression des actifs et celle de l'emploi entraîne cependant une montée de la proportion de chômeurs. Celle-ci grimpe de 7 % à 7,9 % pour les actifs de 25 à 54 ans et de 4,9 % à 6,5 % pour ceux de 55 à 64 ans. Ces chiffres restent cependant bien en deçà de ceux observés dans l'Hexagone (respectivement 10,6 % et 9,1 %).

Cette métropolisation à l'œuvre au niveau national renforce le poids de la capitale bretonne au sein de la région. Si l'emploi progresse de 5,6 % à Rennes, il n'augmente que de 1,7 % en moyenne dans les autres principales aires urbaines de la Bretagne (*figure 3*). Ainsi, alors que l'aire urbaine de Rennes représente un peu moins d'un quart de l'emploi breton, elle a concentré 45 % de la croissance régionale de l'emploi durant la période 2006-2011. De façon symétrique, les autres grandes aires urbaines régionales regroupent 45 % de l'emploi, mais ne captent que 27 % de la croissance.

Un effet littoral positif pour l'emploi mais davantage de difficultés à l'intérieur des terres

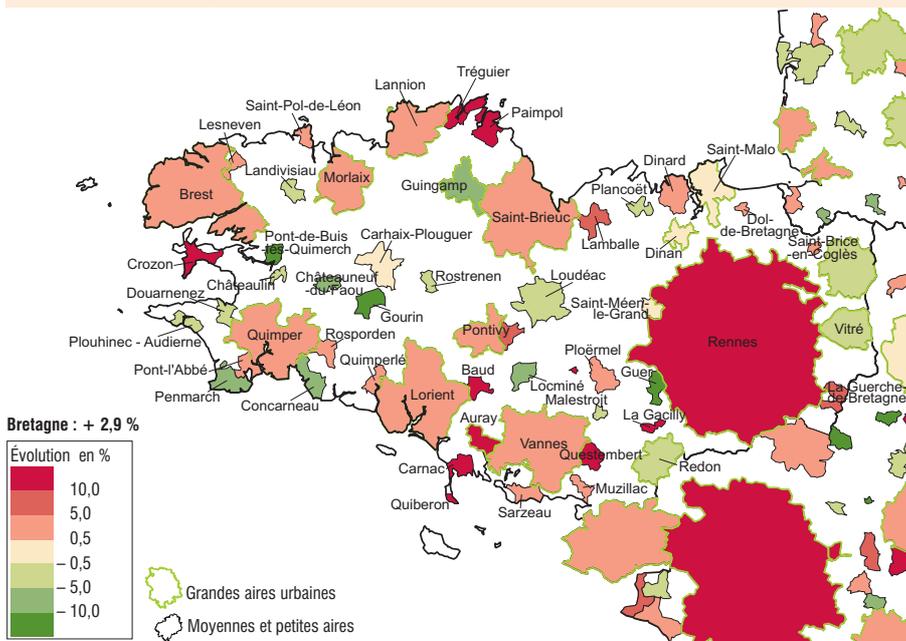
Toutefois, ces autres grandes aires urbaines sont principalement situées sur le littoral, espace qui constitue l'autre ensemble territorial étant parvenu à surmonter la crise, en s'appuyant sur une progression de l'emploi tertiaire. Le dynamisme démographique de ces zones, engendrant un besoin de services accru pour des populations nouvelles, explique en partie ce constat. C'est le cas notamment de Vannes et d'Auray et dans une moindre mesure de Brest et de Saint-Brieuc. Il en va de même pour les petites et moyennes aires littorales, où le secteur tertiaire est plus présent, et où

2 Évolution des emplois et de la population active suivant le type d'aire urbaine entre 2006 et 2011 (en %)

	Bretagne					France métropolitaine			
	Nombre d'emplois 2011 Tous secteurs	Évolution nombre d'emplois 2006/2011	Évolution population active totale 2006/2011	Évolution population active des 25-54 ans 2006/2011	Part des chômeurs dans la population active 2006 des 25-54 ans	Évolution nombre d'emplois 2006/2011	Évolution population active totale 2006/2011	Évolution population active des 25-54 ans 2006/2011	Part des chômeurs dans la population active 2006 des 25-54 ans
Grande aire urbaine de Rennes	309 353	5,6	7,5	5,1	7,0				
Les 13 plus grandes aires urbaines de province						4,7	5,2	2,6	10,4
Autres Grandes aires urbaines	582 126	1,7	2,6	-0,5	9,0	0,8	2,4	-0,5	10,2
Moyennes aires	107 474	0,9	3,1	-0,6	8,6	-1,1	0,7	-2,5	10,3
Petites aires	72 428	2,3	2,7	1,6	8,3	-0,5	0,9	-2,2	10,3
Communes multipolarisées	164 209	4,4	6,9	5,1	7,1	1,4	6,4	4,0	8,3
Communes isolées hors influence des pôles	61 949	1,0	2,9	-0,1	7,6	0,3	2,1	-1,4	8,6
Total Bretagne	1 297 539	2,9	4,6	1,9	8,0	1,9	3,5	0,8	9,9
dont Pôles des grandes aires urbaines	661 562	1,6	1,2	-2,5	10,1	1,9	2,4	-0,3	11,3
dont Couronnes des grandes aires urbaines	229 917	7,1	8,4	6,2	5,9	4,9	6,7	4,2	6,8

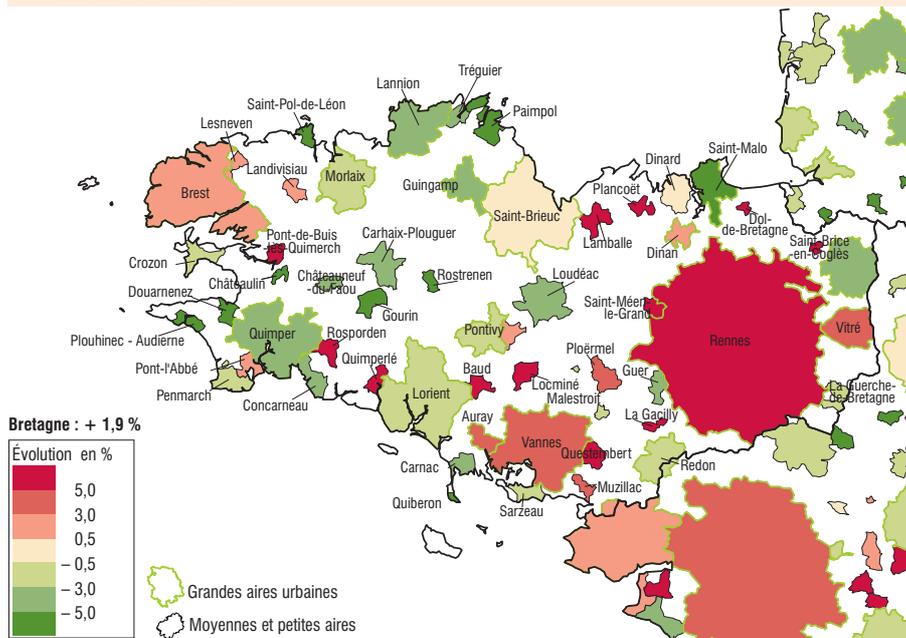
Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

3 Évolution de l'emploi dans les aires urbaines entre 2006 et 2011



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

4 Évolution de la population active des 25-54 ans dans les aires urbaines entre 2006 et 2011



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Encadré 1 Les couronnes périurbaines toujours en croissance

Comme au niveau national, la croissance de la population active des grandes aires urbaines bretonnes concerne plus particulièrement leur couronne (+ 8,4 %) et non le pôle urbain (+ 1,2 %). Ce phénomène est cependant plus marqué dans la région qu'en moyenne nationale. Cette dichotomie est particulièrement vraie pour les actifs de 25 à 54 ans, dont le nombre est en baisse dans les pôles urbains (- 2,5 %) alors qu'il progresse en couronne (+ 6,2 %). Au delà des mouvements de périurbanisation, les couronnes sont également plus créatrices d'emploi que les pôles urbains (+ 15 000 emplois contre + 11 000). La part des chômeurs y est plus faible, notamment parmi les 25-54 ans (6,4 % contre 11,4 %) et cette part progresse peu malgré la crise. Ces espaces gagnent des employés et des professions intermédiaires qui sont moins nombreux dans les pôles. Le nombre de cadres y progresse fortement (+ 17,6 %) ainsi que celui des indépendants (+ 10,2 %).

Les espaces multipolarisés, situés dans les zones d'attraction de plusieurs grandes aires, connaissent les mêmes évolutions de populations actives et d'emploi, mais à des degrés moindres. Si, du fait du coût moins important du foncier, les employés sont plus nombreux à s'y installer (+ 11,2 %), c'est aussi le cas des professions intermédiaires (+ 14,9 %) et des cadres (+ 10,3 %).

l'emploi progresse le plus. Cependant, la Cornouaille fait exception à cette règle, les aires de Concarneau, Douarnenez et Penmarc'h subissant des pertes d'emplois. D'autres aires urbaines, plus souvent situées à l'intérieur des terres, subissent l'impact des pertes importantes d'emplois industriels, telles Redon et Vitré, voire cumulent pertes d'emplois industriels et tertiaires, comme Fougères et Guingamp. De même les petites et moyennes aires du Centre-Ouest Bretagne voient l'emploi se réduire, comme à Pont-de-Buis, Gourin ou Châteauneuf-du-Faou. Les pertes d'emplois industriels sont également conséquentes à Landivisiau. D'autres petites et moyennes aires sont cependant plus dynamiques, telles Lamballe, Noyal-Pontivy, Paimpol ou La Gacilly.

Un certain découplage entre les dynamiques d'emploi et d'actifs

En raison des flux domicile-travail entre les grandes aires urbaines et leur environnement, les évolutions de populations actives sont en effet parfois décorrélatées des évolutions d'emploi. Ainsi, Vitré, située à proximité de la métropole rennaise, voit sa population active continuer de croître. Cette déconnexion entre emplois et actifs, amplifiée par la périurbanisation, concerne également Fougères, Guingamp, Dinan et Redon. À Saint-Malo en revanche, la croissance de l'emploi s'accompagne d'une forte baisse de la population active (- 4 %) qui atteint -12 % chez les employés et -8,8 % chez les ouvriers.

Ce découplage est également net pour les petites et moyennes aires. La proximité des principales aires urbaines régionales exerce alors souvent un effet moteur. Ainsi, Quimperlé cumule croissance propre et attractivité vis à vis de Lorient. Dans le pays vannetais, Baud, Locminé et Questembert enregistrent également de fortes progressions de population active. Il en va de même pour Landivisiau et Lesneven, à proximité du pôle brestois. Enfin Dol, Dinan et Plancoët bénéficient sans doute de la baisse de la population active malouine ainsi que de l'expansion de celle de Rennes.

Davantage de chômeurs mais aussi de cadres

À l'instar de Rennes, la crise s'est également accompagnée, dans les autres aires, d'une progression du nombre de chômeurs et d'une mutation des catégories sociales. Ainsi, entre 2006 et 2011, la part des chômeurs dans la population active de 25 à 54 ans progresse dans toutes les aires urbaines de la région, à l'exception de Saint-Malo et de Lorient, en raison de leur dynamique démographique et des logiques

de périurbanisation. Les plus fortes hausses sont enregistrées à Vannes (+ 1,9 point), où la création d'emplois ne permet pas d'absorber la hausse de la population active, et à Morlaix (+ 1,6 point). À Vitré, le nombre de chômeurs progresse fortement, mais leur proportion dans la population active reste contenue.

La structure des actifs de 25 à 54 ans évolue également. La part des cadres augmente presque dans toutes les principales aires urbaines. À Brest, elle atteint désormais 16,6 % et l'écart avec Rennes ne s'amplifie pas. Vitré connaît la hausse la plus conséquente : la population des cadres de 25 à 54 ans s'accroît de 31 % et leurs poids dans la population active du même âge progresse de 9,6 % à 12,1 %. Alors que l'aire urbaine vitrénne enregistrait un déficit de cadres par rapport à celles de taille comparable, ce n'est désormais plus le cas. La seule grande aire urbaine de la région où le poids des cadres diminue est celle de Lannion mais ce poids reste cependant élevé (19,8 %).

Dans les petites et moyennes aires, les actifs sont également de plus en plus qualifiés. Si les ouvriers et les employés sont toujours largement majoritaires, la part des

ouvriers baisse de 1,5 point dans les petites aires alors que celle des professions intermédiaires progresse de 1,3 point. Par ailleurs, la part des cadres augmente modérément dans les moyennes aires (de 9 % à 9,9 %).

L'espace rural : un peu mieux qu'au niveau national

En Bretagne, les communes isolées hors influence urbaine sont moins dynamiques que les grands pôles urbains. Cependant, la croissance de l'emploi y est supérieure à la moyenne nationale des espaces du même type et elle est proche de ce que l'on observe pour les aires moyennes de la région. La croissance de la population active y repose également sur les plus de 55 ans. La hausse de l'activité féminine permet cependant de stabiliser le nombre des actifs de 25 à 54 ans (- 0,1 %). Le chômage y a progressé, un peu plus vite qu'en moyenne nationale, mais reste cependant contenu. Les agriculteurs, qui représentaient plus de 12 % des actifs de cette classe d'âge en 2006, ne sont plus aujourd'hui qu'un peu moins de 10 %.

Autre spécificité de ces espaces en Bretagne, les cadres, déjà peu nombreux, y sont en régression (- 5,1 %). Le nombre d'ouvriers y est stable. Cette catégorie socio-professionnelle reste dominante (32,7 % des actifs de 25 à 54 ans), malgré la progression des employés (25,7 %) et des professions intermédiaires (19,9 %). ■

Définitions

Aire urbaine ou « grande aire urbaine » : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique. De la même façon sont définies les **moyennes aires** (pôles de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôles de 1 500 à 5 000 emplois).

Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les **communes isolées, hors influence des pôles**.

Métropolisation : Processus de renforcement de la puissance des grandes métropoles par l'accroissement de la population, de la densité des réseaux de communication, de la concentration d'organismes de commandement (économique, politique, culturel...) et de fonctions tertiaires supérieures. Elle conduit à des recompositions territoriales, tant au plan interne des ensembles urbains concernés que sur celui de leurs relations externes.

Encadré 2

Le recensement de la population, une source pour mesurer l'impact de la crise sur les territoires

La méthode de recensement de la population a été renouvelée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 (RP 2006) a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du RP 2011, qui cumule celles de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes. De plus, la dernière grande crise économique ayant démarré au deuxième semestre 2008, confronter les résultats de ces deux millésimes du RP permet d'analyser à un niveau géographique relativement fin les grands changements intervenus avant et pendant la crise sur la population active et l'emploi.

Dans cette étude, on se limite au champ des actifs de 25 à 54 ans de France métropolitaine afin de mesurer l'impact de la crise sur le « noyau dur » de la population active.

Pour en savoir plus

- En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise / Marianne Borzic, Thomas Le Jeannic. - Dans : *Insee première* ; n° 1503 (2014, juin.). - 4 p.
- La géographie des échanges privilégiés des 56 aires urbaines bretonnes : une architecture départementale pour les flux de proximité, régionale ou transrégionale pour les flux économiques / François Rivoal, Ronan Viel, Olivier Léon... [et al.] ; ADEUPa, Audiar, Insee Bretagne... [et al.] . - Dans : *Octant Analyse* ; n° 63 (2014, avr.). - 5 p.
- Les 10 principales aires urbaines bretonnes : des échanges privilégiés avec les Pays de la Loire et importants avec Paris / Audrey Naulin, Gilles Poupard, Olivier Léon ; Quimper Cornouaille Développement, Audélor, Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 62 (2014, avr.).

Insee Bretagne
36, place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :

Michel Guillemet

Rédacteur en chef :

Jean-Marc Lardoux

Maquettiste :

Jean-Paul Mer

ISSN 2416-9013
© Insee 2014

